

Convention collective

IDCC : 9851. – **EXPLOITATIONS DE POLYCLTURE, DE VITICULTURE
ET D'ÉLEVAGE DU DÉPARTEMENT DE LA VENDÉE**
(21 décembre 1982)

(Étendue par arrêté du 6 février 1984,
Journal officiel du 15 février 1984)

AVENANT N° 55 DU 2 JUILLET 2007
RÉGLEMENTANT LES CONDITIONS DE TRAVAIL
ET DE RÉMUNÉRATION DES SALARIÉS ET APPRENTIS

NOR : *AGRS0797193M*

IDCC : *9851*

Entre :

La fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles de la Vendée,

D'une part, et

L'union départementale du syndicat FGA-CFDT de la Vendée ;

L'union départementale du syndicat CGT-FO de la Vendée ;

L'union départementale du syndicat FNAF-CGT ;

L'union départementale du syndicat CFE-CGC de la Vendée,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Le chapitre I^{er} subit les modifications suivantes :

Article 1^{er}

Champ d'application professionnel

Le texte de cet article est ainsi complété :

« La présente convention détermine les rapports entre les employeurs et les salariés et apprentis, de l'un ou l'autre sexe, de tout âge et de toute nationalité, des exploitations de polyculture, de viticulture et d'élevage spécialisé

ou non, et des groupements d'employeurs auxquels elles adhèrent, à l'exception des entreprises d'accoupage et de sélection. Sont également compris les salariés occupés dans les structures d'accueil touristique et/ou dans les activités de transformation et de conditionnement dans le prolongement de l'acte de production au sens de l'article L. 311-1 du code rural ayant pour support l'exploitation, sous réserve, pour ces derniers, de dispositions spécifiques faisant l'objet d'un avenant particulier à la présente convention. »

Article 2

Contenu

Le deuxième paragraphe de cet article est supprimé.

Article 2

Le chapitre II subit les modifications suivantes :

Article 5

Révision et dénonciation

Le deuxième paragraphe du *b* « Dénonciation » est modifié comme suit :

« La convention collective dénoncée reste en vigueur pendant 1 an, de date à date, à compter de l'expiration du préavis, sauf intervention d'une nouvelle convention destinée à la remplacer. »

Article 3

Le chapitre IV subit les modifications suivantes :

Article 7

Liberté d'opinion

La dernière phrase de l'article est complétée par « ou pour tout autre motif défini par les articles L. 412-2 et L. 122-45 du code du travail ».

Article 8

Propagande

L'unique paragraphe de l'article est complété par « sous réserve des dispositions des articles L. 120-2 et L. 412-8 du code du travail ».

Article 4

Le chapitre V subit les modifications suivantes :

Article 10

Libertés. – Délégués syndicaux

Dans la partie I, au deuxième paragraphe, les mots « de semailles, de fenaison, de moisson et de vendanges » sont remplacés par « de semis et de récolte ».

Dans la partie I, les quatrième et cinquième paragraphes sont supprimés.

Une partie II contient désormais les dispositions suivantes :

« II. – L'indemnisation des représentants aux commissions mixtes est effectuée selon les dispositions de l'accord national du 21 janvier 1992. »

La partie II devient partie III et le contenu reste sans changement.

La partie III devient partie IV et le contenu reste sans changement.

La partie IV devient partie V et le contenu reste sans changement.

Article 5

Le chapitre VI subit les modifications suivantes :

Article 11

Période d'essai

Au premier paragraphe, le mot « ouvrables » est supprimé.

Au deuxième paragraphe, la référence à « l'ordonnance n° 86-948 du 11 août 1986 » est supprimée.

Le quatrième paragraphe est supprimé.

Article 12

Contrat de travail

Le contenu du premier paragraphe de cet article est supprimé et remplacé par les dispositions suivantes :

« L'embauchage est constaté par un acte écrit, établi en deux exemplaires, chacun signé par les deux parties. Le premier est remis au salarié, le second reste dans les mains de l'employeur. »

Le contenu du quatrième paragraphe de cet article est supprimé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Si, à l'issue de la période d'essai, le salarié reste en place, son embauchage est considéré comme définitif. »

Il est ajouté un cinquième paragraphe à cet article rédigé ainsi :

« Le contrat à durée déterminée doit être constaté par écrit, dès l'embauchage du salarié. Il doit comporter, obligatoirement, outre la définition précise de son objet, les mentions énumérées à l'article L. 122-3-1 du code du travail. »

Article 13

Interruption de travail

Au deuxième paragraphe de cet article, les mots « ceci sous réserve que ses capacités physiques ou mentales ne se trouvent pas diminuées » sont

supprimés et remplacés par les mots « dans les conditions fixées par l'article L. 122-24-4 du code du travail ».

Le troisième paragraphe est supprimé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Si l'indisponibilité du salarié, malade ou accidenté, dure plus de 3 mois, le contrat de travail peut être rompu pour un motif autre que l'état de santé lui-même du salarié (art. L. 122-45), sous réserve du respect de l'application, par l'employeur, des dispositions des articles L. 122-14 et suivants du code du travail concernant la procédure de licenciement, et, dans certains cas, des dispositions des articles L. 122-9 et R. 122-1 relatives à l'indemnité de licenciement. S'il est rompu par l'employeur, la priorité d'embauche est accordée au travailleur pendant les 3 mois consécutifs à la période de 3 mois susvisée. Le cas du salarié malade dont le licenciement économique est envisagé obéit aux règles propres au licenciement pour motif économique. »

Au quatrième paragraphe, de cet article les mots « dépose auprès de son employeur, en échange d'un reçu, » sont supprimés et remplacés par les mots « fait parvenir à son employeur ».

Article 16

Dispositions abrogées.

Article 6

Le chapitre VII subit les modifications suivantes :

A la section 1 :

Article 17 *bis*

Dispositions abrogées.

A la section 2 :

Article 18

Montant des salaires

Il est ajouté un deuxième paragraphe à cet article ainsi rédigé :

« En aucun cas la rémunération allouée aux salariés ne peut être inférieure à celle qui résulte de l'ensemble des dispositions de la présente convention ou des prescriptions des textes relatifs au salaire minimum de croissance. »

Article 19

Salaires des apprentis

Le titre de cet article « Salaires des apprentis » est remplacé par « Salaires des jeunes et des apprentis ».

Le contenu du *a* est remplacé par les dispositions suivantes :

« *a*) Rémunération des jeunes travailleurs.

Conformément aux dispositions de l'article R. 141-1 du code du travail et sous réserve de l'article 44 ci-après, le salaire minimum de croissance applicable aux jeunes travailleurs âgés de moins de 18 ans et de capacité physique normale peut subir un abattement fixé à :

- 20 % avant 17 ans ;
- 10 % entre 17 et 18 ans.

A égalité de capacité et de rendement, les jeunes perçoivent le même salaire que les adultes.

Cet abattement est également supprimé pour les jeunes travailleurs justifiant de 6 mois de pratique professionnelle dans la branche d'activité objet de la présente convention.

Ces dispositions ne sont pas applicables aux jeunes travailleurs liés par un contrat d'apprentissage. »

Au *b* de cet article, il est ajouté un titre « Salaire des apprentis ».

Le contenu des deux paragraphes du *b* reste sans changement.

A la section 3 :

Article 22

Rémunérations en nature

Au 1 de cet article « 80 F » est remplacé par « 12,20 € ».

Le 2 de cet article est modifié comme suit :

« 2. La valeur mensuelle du logement, accessoire au contrat de travail, est fixée forfaitairement à 30,49 € par pièce habitable conforme aux dispositions du décret de 1995. »

A la section 4 :

Article 24

Primes

Le titre de cet article « Primes » est remplacé par « Prime d'ancienneté ».

Le contenu du premier paragraphe est modifié comme suit :

« Aux salaires ci-dessus, s'ajoute une prime d'ancienneté payable à la fin du mois et mentionnée sur le bulletin de paye. »

Le titre « 1. Prime d'ancienneté » est supprimé.

Le contenu des deux paragraphes qui suivent reste inchangé.

Le titre « 2. Prime pour travaux dangereux » ainsi que son contenu sont supprimés.

A la section 5 :

Article 28

Mensualisation

L'intitulé de l'article 28 « Mensualisation » est remplacé par « Mensualisation. – Garantie de ressources ».

L'unique paragraphe de cet article est supprimé et remplacé par les dispositions suivantes :

« 1. Les dispositions relatives à la mensualisation sont régies par l'accord national sur la durée du travail dans les exploitations agricoles du 23 décembre 1981.

2. Les modalités de garantie de ressources en cas d'arrêt de travail pour cause de maladie ou d'accident sont régies par l'accord de prévoyance inter-professionnel du 9 septembre 1999 figurant en annexe II de la convention. »

Article 7

Le chapitre VIII subit les modifications suivantes :

Article 30

Heures supplémentaires et jours fériés

Au point *a* de cet article, le mot « liberté » est remplacé par les mots « repos supplémentaire ».

Au premier paragraphe du point *b* de cet article, le mot « 39 » est remplacé par le mot « 35 ».

Le deuxième paragraphe du point *b* est ainsi modifié :

« La rémunération des heures supplémentaires effectuées est majorée dans les conditions de l'accord national ci-annexé. »

Le point *c* est modifié ainsi qu'il suit :

« *c*) Le travail de nuit doit être exceptionnel et nécessité par des besoins impératifs de la production. Sauf accord d'entreprise ou d'établissement, il se situe entre 21 heures et 6 heures du matin.

Toute heure de travail effectuée la nuit donne lieu à récupération au cours de la journée suivante à raison de 1 h 30 contre 1 heure de travail de nuit. Si, en raison des impératifs de la production, ce repos compensateur ne peut être accordé, la rémunération des heures de travail est majorée de 50 %. Ces heures ainsi majorées entrent en compte dans la détermination de la durée maximale légale du travail.

Pour les personnels affectés au service de restauration dans les structures agro-touristiques, les heures de nuit se situent entre 22 heures et 7 heures du matin. Les heures de travail accomplies durant cette période ouvrent droit à une majoration de salaire égale à 50 %. Après consultation des salariés concernés, cette majoration est attribuée :

– soit par le versement d'une majoration de salaire égale à 50 % ;

- soit sous la forme d'un repos payé d'une demi-heure par heure de nuit travaillée. »

Le point *d* reste sans changement.

Au deuxième paragraphe du point *e*, la dernière phrase « Les heures ainsi effectuées n'entrent pas dans le décompte des heures supplémentaires » est supprimée.

Article 31

Absences

Le troisième paragraphe de l'article 31 est modifié ainsi :

« Sauf en cas de force majeure, les salariés et apprentis doivent prévenir l'employeur de leur absence le plus tôt possible et en justifier dans les 48 heures. »

Article 8

Le chapitre IX subit les modifications suivantes :

Article 33

Congés spéciaux

Il est ajouté une ligne en deuxième position dans la liste.

« – naissance ou adoption d'un enfant : 3 jours. »

Il est ajouté une ligne en cinquième position dans la liste.

« – décès d'un partenaire lié au salarié par un Pacs : 2 jours. »

A l'alinéa « – décès d'un frère ou d'une sœur », les mots « sous réserve de justifier d'une ancienneté de 3 mois dans l'entreprise » sont supprimés.

Au dernier alinéa, les mots « – présélection militaire » sont remplacés par « – appel de préparation à la défense » et les mots « 1 jour sans condition d'ancienneté » sont supprimés.

Article 34

Congés de naissance

Le titre et les dispositions de cet article sont abrogés.

Article 9

Le chapitre X subit les modifications suivantes :

Article 35

Contrat à durée déterminée

Au septième paragraphe de cet article, les mots « 6 % » sont remplacés par les mots « 10 % ».

Au huitième paragraphe de cet article, la référence à « L. 122-3, 2^e » est remplacée par la référence à « L. 122-3-4 ».

Article 36

Contrat sans détermination de durée

L'intitulé de l'article 36 est remplacé par « Contrat à durée indéterminée ».

Le contenu du premier paragraphe de cet article est supprimé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Le contrat de travail conclu sans détermination de durée peut cesser à l'initiative d'une des parties contractantes, sous réserve de l'application des règles définies par les articles L. 122-14 et suivants du code du travail, ainsi que par l'article 38 ci-après, sur le préavis et l'entretien préalable et par les articles L. 321-1 et suivants du code du travail relatifs au licenciement pour motif économique. »

Article 38

Durée du préavis

Au *a* En cas de démission, il est ajouté après les mots « agent de maîtrise » une parenthèse « (coefficients 401 et 402) ».

Au *b* En cas de licenciement, il est ajouté après les mots « agent de maîtrise » une parenthèse « (coefficients 401 et 402) ».

Article 39

Dérogations

Aux *b* et *c* de cet article, le mot « congédié » est remplacé par le mot « licencié ».

Article 41

Indemnité de licenciement

Les dispositions de cet article sont supprimées et remplacées par les dispositions suivantes :

« *a*) Règles communes.

Tout salarié licencié, sauf faute grave ou lourde de sa part, a droit à une indemnité de licenciement s'il justifie, chez le même employeur, d'une ancienneté de services continus d'au moins 2 ans.

Cette indemnité est égale à :

- 1/10 de mois de salaire par année d'ancienneté ;
- plus 1/15 de mois de salaire par année d'ancienneté au-delà de 10 ans.

Le salaire à prendre en considération pour le calcul de l'indemnité est 1/12 de la rémunération brute des 12 derniers mois précédant le licenciement ou, selon la formule la plus avantageuse pour l'intéressé, 1/3 de la rémunéra-

tion brute des 3 derniers mois, étant entendu que, dans ce cas, toute prime ou gratification de caractère annuel ou exceptionnel qui aurait été versée au salarié pendant cette période ne serait prise en compte que *pro rata temporis*.

b) Licenciement pour motif économique.

Dans ce cas, l'indemnité de licenciement est égale à :

- 2/10 de mois de salaire par année d'ancienneté ;
- plus 2/15 de mois de salaire par année d'ancienneté au-delà de 10 ans.

c) Indemnités dues en cas de rupture de contrat consécutive à un accident du travail ou à une maladie professionnelle.

Tout salarié titulaire d'un contrat à durée déterminée ou indéterminée dont le contrat est rompu à la suite d'un arrêt de travail consécutif à un accident du travail ou à une maladie professionnelle a droit à une indemnité compensatrice de préavis d'un montant égal à celui de l'indemnité légale prévue à l'article L. 122-8 du code du travail, ceci en application de l'article L. 122-32-6 du même code. »

Article 41 *bis*

Indemnité de départ en retraite

Le deuxième paragraphe de cet article est modifié comme suit :

« Le salaire à prendre en considération pour le calcul de l'indemnité est 1/12 de la rémunération des 12 derniers mois précédant le départ à la retraite ou, selon la formule la plus avantageuse pour l'intéressé, 1/3 des 3 derniers mois, étant entendu que, dans ce cas, toute prime ou gratification de caractère annuel ou exceptionnel qui aurait été versée au salarié pendant cette période ne serait prise en compte que *pro rata temporis*. »

Article 42

Libertés

L'intitulé de l'article 42 est remplacé par « Absence pour recherche d'emploi ».

Au premier paragraphe, le mot « congédié » est remplacé par le mot « licencié » et le mot « liberté » est remplacé par les mots « absence pour recherche d'emploi ».

Article 10

Le chapitre XI subit les modifications suivantes :

Le titre de ce chapitre est remplacé par « Travail des jeunes ».

Article 44

Travaux de nuit. – Rémunération

L'intitulé de l'article 44 est remplacé par « Limitations ».

Les dispositions de cet article sont supprimées et remplacées par les suivantes :

« a) Les jeunes salariés ou apprentis âgés de moins de 18 ans ne peuvent être employés :

- à des travaux excédant leur force physique ;
- à des travaux urgents (labours, récolte, etc.) que les conditions atmosphériques conduiraient à effectuer la nuit ;
- à des travaux ayant lieu habituellement la nuit, c'est-à-dire se situant entre 22 heures et 6 heures du matin pour les jeunes de 16 et 17 ans, ou entre 20 heures et 6 heures pour les jeunes de 14 et 15 ans.

Cependant, en cas d'extrême urgence et si des travailleurs adultes ne sont pas disponibles, il peut être dérogé aux dispositions qui précèdent, en ce qui concerne les adolescents âgés de 16 à 18 ans, pour des travaux passagers destinés à prévenir les accidents imminents ou à réparer les conséquences des accidents survenus. Une période équivalente de repos compensateur doit leur être accordée dans un délai de 3 semaines.

Pareille dérogation est accordée notamment dans le cas de travaux qui doivent nécessairement être effectués de nuit (soins à donner aux animaux malades ou en état de parturition, chauffage des serres en cas de gel soudain et imprévisible, etc.).

b) Emploi des jeunes pendant les vacances scolaires.

Les jeunes travailleurs employés pendant les vacances scolaires ne peuvent en aucun cas :

- effectuer des travaux dans une ambiance ou à un rythme qui les rendent pénibles ou astreignant à un rendement ;
- utiliser les machines ni accomplir les travaux visés comme dangereux et interdits aux jeunes par le code du travail.

L'emploi des jeunes de 14 ou 15 ans doit faire l'objet d'une déclaration préalable adressée par l'employeur à l'inspecteur du travail. »

Article 11

Le chapitre XII subit les modifications suivantes :

Article 45

Apprentissage et perfectionnement professionnel

Au premier paragraphe du a Apprentissage, le mot « libérés » est remplacé par « absences ».

Au premier paragraphe du b Perfectionnement professionnel, les mots « de liberté » sont remplacés par « d'absence ».

Article 12

Le chapitre XIII subit les modifications suivantes :

Article 46

Hygiène et sécurité

Il est inséré, après le deuxième paragraphe, un nouveau paragraphe dont la disposition est la suivante :

« L'employeur devra faire respecter le port des équipements de protection individuelle. »

Article 13

Le chapitre XIV subit les modifications suivantes :

Le titre du chapitre est remplacé par « Santé, sécurité au travail ».

Article 47

Médecine préventive

Le titre de cet article est remplacé par « Santé sécurité au travail ».

Dans le paragraphe de cet article, les mots « , et notamment, de celles prévues par le décret n° 82-397 du 11 mai 1982 » sont supprimés.

Article 14

Le chapitre XV subit les modifications suivantes :

Article 48

Assiette et taux

Au premier paragraphe de cet article, les mots « CAMARCA dont le siège est à Paris, 8-10, rue d'Astorg » sont remplacés par « CAMARCA – Agrica, 21, rue de la Bienfaisance, 75382 Paris Cedex 08 ».

Les deuxième, troisième et quatrième paragraphes de cet article sont supprimés.

Article 15

La table des matières devient la suivante :

Chapitre I ^{er} . – Champ d'application	1
Article 1 ^{er} . – Champ d'application professionnel	1
Article 2. – Contenu	1
Article 3. – Champ d'application territorial	1
Chapitre II. – Durée, révision et dénonciation	2
Article 4. – Durée de la convention	2
Article 5. – Révision et dénonciation	2
Chapitre III. – Procédure conventionnelle de conciliation et d'arbitrage	2
Article 6. – Conflits collectifs	2
Chapitre IV. – Liberté syndicale et d'opinion	3

Article 7. – Liberte d’opinion	3
Article 8. – Propagande	3
Article 9. – Liberte syndicale	3
Chapitre V. – Délégués syndicaux et du personnel comités d’entreprise	3
Article 10. – Libertés. – Délégués syndicaux	3
Chapitre VI. – Période d’essai. – Embauchage. – Effet et validité du contrat de travail	5
Article 11. – Période d’essai	5
Article 12. – Contrat de travail	5
Article 13. – Interruption du contrat de travail	5
Article 14. – Accident du travail. – Maladie professionnelle	6
Article 15. – Femmes en arrêt de travail pour maternité	6
Article 16. – Dispositions abrogées	6
Chapitre VII. – Classification des emplois. – Salaires	6
Section 1. – Définition des catégories professionnelles, coefficients hiérarchiques	6
Article 17. – Définition des emplois	6
Article 17 <i>bis</i> . – Dispositions abrogées	10
Section 2. – Montants des salaires	10
Article 18. – Montant des salaires	10
Article 19. – Salaires des jeunes et des apprentis	10
Article 20. – Rémunération des travailleurs handicapés	11
Article 21. – Salaires des tâcherons	11
Section 3. – Prestations en nature	11
Article 22. – Rémunérations en nature	11
Article 23. – Avantages en nature des apprentis	11
Section 4. – Primes accessoires du salaire	11
Article 24. – Prime d’ancienneté	11
Section 5. – Indemnités de déplacement	12
Article 25. – Indemnités de déplacement	12
Section 6. – Modalités de paiement des salaires	12

Article 26. – Périodicité de la paie	12
Article 27. – Bulletin de paie	12
Article 28. – Mensualisation. – Garantie de ressources	12
Chapitre VIII. – Durée du travail. – Heures supplémentaires. – Repos hebdomadaire. – Absences	13
Article 29. – Durée du travail	13
Article 30. – Heures supplémentaires et jours fériés	13
Article 31. – Absences	14
Chapitre IX. – Congés payés et congés spéciaux	14
Article 32. – Congés payés	14
Article 33. – Congés spéciaux	14
Article 34. – Dispositions abrogées	14
Chapitre X – Démission. – Licenciement	15
Article 35. – Contrat à durée déterminée	15
Article 36. – Contrat à durée indéterminée	15
Article 37. – Dénonciation du contrat de travail	15
Article 38. – Durée du préavis	16
Article 39. – Dérogations	16
Article 40. – Dommages et intérêts	17
Article 41. – Indemnité de licenciement	17
Article 41 <i>bis</i> . – Indemnité de départ en retraite	17
Article 42. – Absence pour recherche d'emploi	18
Article 43. – Attestation	18
Chapitre XI. – Travail des jeunes	18
Article 44. – Limitations	18
Chapitre XII. – Apprentissage. – Formation professionnelle et emploi des handicapés	19
Article 45. – Apprentissage et perfectionnement professionnel	19
Chapitre XIII. – Hygiène. – Protection et sécurité des travailleurs	20
Article 46. – Hygiène et sécurité	20
Chapitre XIV. – Santé, sécurité au travail	20
Article 47. – Santé, sécurité au travail	20

Chapitre XV. – Retraite complémentaire	20
Article 48. – Assiette et taux	20
Chapitre XVI. – Avantages acquis	21
Article 49. – Avantages acquis	21
Chapitre XVI <i>bis</i> . – Commission paritaire d'interprétation	21
Article 49 <i>bis</i> . – Interprétation de la convention collective	21
Chapitre XVII. – Demande d'extension	21
Article 50. – Extension demandée	21

Annexe I. – Barème des rémunérations

Annexe II. – Accord collectif de prévoyance interprofessionnel du 9 septembre 1999 relatif aux garanties « Maintien de salaire. – Incapacité de travail et décès » des salariés non cadres.

Annexe III. – Accord collectif de prévoyance interbranches du 10 mars 2006 des salariés cadres des exploitations de polyculture, de viticulture, d'élevage, de maraîchage, d'horticulture, de pépinières, des entreprises de travaux agricoles et forestiers, des coopératives d'utilisation de matériel agricole de la Vendée.

Annexe IV. – Accord collectif du 1^{er} mars 1994 instaurant une cotisation paritaire destinée à financer l'association vendéenne pour l'emploi et la formation en agriculture (AVEFA).

Annexe V. – Accord national du 23 décembre 1981 sur la durée du travail dans les exploitations et entreprises agricoles.

Appendice. – Extrait des textes législatifs et réglementaires cités dans la convention.

Article 16

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant qui sera déposé au service départemental de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricoles de la Vendée, 185, boulevard du Maréchal-Leclerc à La Roche-sur-Yon.

Fait à La Roche-sur-Yon, le 2 juillet 2007.

(Suivent les signatures.)